

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 29/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAS SGM AGREGATS

La Plantade
81600 BRENS

Références : CCMAM-2022-65
Code AIOT : 0006807084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement SAS SGM AGREGATS implanté Taraval 81130 VILLENEUVE SUR VERE. L'inspection a été annoncée le 27/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est motivée par le signalement d'une personne habitant le hameau de La Cardonnarié faisant état de désordres observés dans sa résidence et qui soupçonne que les tirs de mines en soit la cause.

L'inspection s'est déroulée lors d'un tir de mines dans la carrière. Elle consistait à contrôler la pose des capteurs de vibrations aux habitations les plus proches de la carrière puis de recueillir les résultats et de les interpréter.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SGM AGREGATS
- Taraval 81130 VILLENEUVE SUR VERE
- Code AIOT : 0006807084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière de calcaire est autorisée depuis le 16 juin 2010 pour une durée de 30 ans. Le gisement se présente sous la forme de bancs calcaires de quelques mètres de hauteur séparés par des marnes. La production maximale est de 100 000 t/an. Une unité mobile de broyage concassage est déplacée sur le site lors des campagnes d'exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- organisation et mise en oeuvre d'un tir,
- mise en place des capteurs de vibrations aux habitations voisines,
- dépouillement et interprétation des résultats des mesures.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Deux capteurs de vibrations ont été installés à la résidence de la personne à l'origine du signalement (distance du tir : 610 m).

Dans le hameau de la Cardonnarié, deux autres capteurs ont été installés : un à l'habitation la plus proche au Sud-Est (distance du tir : 360 m) et un à la distillerie Castan (distance du tir : 640 m). Deux derniers capteurs complètent le dispositif : à une habitation proche située au Sud de la carrière (distance du tir : 380 m) et à la chapelle de Notre Dame de la Gardelle (distance du tir : 930 m).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier de tir	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AE 1	/	Sans objet
2	Limites vibrations et niveau acoustique	Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AE 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de ce tir représentatif de l'exploitation qui est menée sur la carrière, du fait de sa lithologie en bancs d'épaisseurs de quelques mètres, les vibrations enregistrées sont à des niveaux bien inférieurs au seuil réglementaire de 5 mm/s.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de tir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AE 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de tir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un dossier spécifique à chaque tir. Ce dossier, numéroté et archivé sur le site de l'exploitation, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comporte au minimum : - la position du tir dans la carrière ; - le plan de tir, spécifique au tir ; - le rapport de foration ; - le rapport de minage ; - les résultats des éventuelles mesures de vibrations et du niveau acoustique de crête.
Constats : L'inspecteur a assisté au chargement des trous de mines. Le responsable du tir de l'entreprise EPC a fourni les éléments demandés par la prescription. Ces documents ont été complétés le 29 novembre 2022 par les résultats des mesures de vibrations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Limites vibrations et niveau acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2010, article AE 3
Thème(s) : Risques chroniques, Limites vibrations et niveau acoustique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (habitées ou affectées à une activité humaine) et les monuments, des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s, mesurées suivant les trois axes de la construction. La vitesse particulière pondérée s'obtient pour un signal monofréquentiel, en pondérant (amplification ou atténuation) la valeur mesurée par le coefficient lié à la fréquence correspondante et résultant du tableau figurant dans l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé. En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation. Le niveau de pression acoustique de crête est limité à 125 décibels linéaires.
Constats : Les résultats des vibrations (valeurs pondérées) sont les suivants : 1) Chez la personne à l'origine du signalement Capteur au 1er étage (appui de fenêtre) : 0.43 mm/s (transversal) Capteur au rdc de la remise (appui de fenêtre) : 0,97 mm/s (transversal) (Pression acoustique : 99,1 dB). 2) A l'habitation la plus proche au Sud-Est : Capteur au rdc de l'habitation (appui de fenêtre) : 0,87 mm/s (vertical) (Pression acoustique : 106,8 dB). 3) Chez M. Castan (distillerie) Capteur fondation sous-sol porte de garage : 0,30 mm/s (radial) (Pression acoustique : 100,4 dB). 4) A l'habitation au Sud de la carrière Capteur fondation mur extérieur : 0,33 mm/s (vertical) (Pression acoustique : 110,4 dB). 5) A la chapelle de Notre Dame de la Gardelle Capteur dalle de l'entrée de la chapelle : < 0,5 mm/s (le capteur n'a pas déclenché).
Observations : Les résultats des vibrations sur les 5 points retenus dont 2 chez la personne à l'origine du signalement, révèlent une valeur maximale de 0,97 mm/s qui est inférieure à la valeur limite de 5 mm/s imposée réglementairement. La pression acoustique maximale enregistrée de 110,4 dB respecte également le seuil réglementaire de 125 dB.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet